



---

Département territoires,  
environnement et acteurs  
Cirad-tera

**SYSTEMES FINANCIERS RURAUX**

**BURKINA FASO**

**(26 Avril - 5 Mai 1999)**

**Betty WAMPFLER**  
**CIRAD-TERA - AF N° 33/99**  
**MAI 1999**



**SYSTEMES FINANCIERS RURAUX**

**BURKINA FASO**

**(26 Avril - 5 Mai 1999)**

**Betty WAMPFLER**  
**CIRAD-TERA - AF N° 33/99**  
**MAI 1999**

**Résumé :**

La mission a porté sur :

- l'évolution institutionnelle du projet PPPCR
- l'élaboration d'un projet de recherche/formation avec l'Université de Ouagadougou (FASEG)
- la prise de contact avec l'Université de Bobo Dioulasso
- l'élaboration d'un protocole de recherche avec l'ADRK dans le cadre de l'ATP Financement de l'agriculture
- la visite du projet Linkage/CNCA
- le suivi des thèses engagées avec l'Université de Ouaga sur l'impact du crédit

**MOTS CLÉ**

Systèmes de financement, crédit agricole, formation, recherche

## Sommaire

<b>Introduction : Objet de la mission .....</b>	<b>p.4</b>
<b>I - Conseil de projet PPPCR.....</b>	<b>p.5</b>
1. <i>La situation du PPPCR au 30 mars 99</i>	
2. <i>Entretiens préliminaires au Conseil de Projet</i>	
3. <i>Conseil de Projet</i>	
<i>Conclusions du Conseil de Projet du 5/05/99</i>	
<b>II - Elaboration d'un projet commun de formation/recherche sur le financement rural au Burkina avec la Faculté de Sciences Economiques et de gestion de Ouagadougou .....</b>	<b>p.12</b>
1. <i>Contexte</i>	
2. <i>La proposition de projet formation/recherche</i>	
3. <i>Contenu détaillé du projet</i>	
4. <i>Accueil par les partenaires potentiels</i>	
5. <i>Reste à faire</i>	
<b>III - Perspectives de collaboration en matière de formation sur le financement rural avec l'Université de Bobo Dioulasso .....</b>	<b>p.17</b>
<b>IV - Encadrement des travaux de thèse engagés avec deux étudiants de la FASEG et le PPPCR .....</b>	<b>p.18</b>
<b>V - Mise en oeuvre d'une étude sur le crédit à l'agriculture avec l'Association Régionale de Développement de Kaya (ADRK) .....</b>	<b>p.19</b>
<b>VI- Projet linkage CNCA/GTZ .....</b>	<b>p.19</b>

## ANNEXES



## **Introduction : Objet de la mission**

La mission qui s'est déroulée du 26 avril au 4 mai 1999 avait pour objectifs de :

- participer au Conseil de Projet du PPPCR (Projet de Promotion du Petit Crédit Rural)
- rencontrer les représentants de la Faculté de Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) pour négocier un projet commun de recherche/formation sur le financement rural au Burkina
- assurer l'encadrement des travaux de thèse engagés avec deux étudiants de la FASEG et le PPPCR
- rencontrer les représentants de l'Association Régionale de Développement de Kaya pour finaliser la mise en oeuvre d'une étude sur leur crédit à l'agriculture
- rencontrer M.Diop pour faire le point sur le suivi des ménages réalisés dans le Soum dans le cadre de l'ATP Rôle du Microfinancement dans le financement de l'agriculture

Au delà de ces objectifs initiaux, la mission a permis de :

- ébaucher une perspective de collaboration en matière de formation sur le financement rural avec l'Université de Bobo Dioulasso
- compléter nos connaissances sur le projet linkage de la CNCA, notamment dans le cadre de l'ATP Financement de l'agriculture
- rencontrer une équipe GTZ chargée de l'évaluation du Projet Linkage de la CNCA et intéressée par l'expérience du CIRAD en matière de financement rural au Burkina

La mission a eu un appui particulièrement efficace de G.Subreville, nouveau Représentant Régional CIRAD, qui a tenu à participer à la plupart des réunions et séances de travail afin de pouvoir suivre et appuyer nos dossiers à l'avenir. Nous voulons le remercier ici pour cette aide qui est particulièrement bienvenue dans la perspective des projets de recherche et de formation que nous souhaitons développer au Burkina.

## **Annexe 1 : Déroulement de la mission**

## I - Conseil de projet PPPCR

### 1. La situation du PPPCR au 30 mars 99

L'analyse de cette situation, réalisée à Montpellier en préparation du Conseil de Projet, en collaboration avec J.Marzin, s'appuie sur :

- le rapport d'activités PPPCR 1998
- l'audit des comptes 1998, les tableaux de bord financiers du PPPCR en date du 30 mars 99, les propositions des auditeurs du cabinet Ernst & Young (avril 99)
- les contacts réguliers entretenus avec l'équipe du PPPCR

Les éléments clé de la situation actuelle du PPPCR peuvent être résumés ainsi :

**\* *Malgré des acquis importants obtenus en 1998 dans le cadre de la restructuration :***

- clarification de la gestion du projet par la mise en oeuvre d'outils de gestion performants
- récupération d'une partie des créances de crédit impayées
- refonte et stabilisation des procédures de crédit et de gestion
- reconstitution d'une équipe burkinabée solide et motivée (Service réseau, Direction administrative, chefs d'antennes...) et formation de cette équipe

**\* *La situation du PPPCR est en fin mars 99 extrêmement préoccupante :***

- au niveau technique :
  - + les retards de remboursement de crédit n'ont pas pu être résorbés de manière significative en 1998 et restent importants dans la plupart des provinces
  - + les attributions de crédit ont été suspendues dans la plupart des provinces
  - + le recours aux fonds de l'emprunt d'Etat (200 MFCA) obtenu en 1998 a été bloqué par le refus de Sahel Action d'utiliser une procédure de contrat de crédit avec les bénéficiaires
- au niveau financier :
  - + le projet est en cessation de paiement en fin avril 99
  - + l'exercice 1998 a conduit à un déficit de 160 M FCFA
  - + les dettes à court et moyen terme sont de l'ordre de 175 M FCFA (Emprunt CNCA) + 64 MFCFA (Fonds villageois à rembourser)
- au niveau institutionnel :
  - + la crise liée à l'obstruction systématique de Sahel Action par rapport à la réforme engagée en 1997/98 n'est pas résolue
  - + le Conseil de projet n'a pas été jusqu'à présent capable de résoudre cette crise, par manque d'une position claire face à Sahel Action
  - + l'Etat n'a pas pris lui-même une position claire et décisive par rapport à Sahel Action

**\* De notre point de vue (B.Wampfler/J.Marzin), *les causes de cette situation très fortement détériorée sont de quatre ordres :***

- la difficulté de résorber les retards de remboursement est liée à une combinaison complexe de causes conjoncturelles et structurelles :
  - + mauvaises récoltes successives dans certaines zones qui limitent les capacités de



remboursement normales des populations et à fortiori de remboursement de retards accumulés

+ impayés de longue date (1995/1996) que la clarification des comptes a permis d'identifier et qui aboutissent à des situations de cumuls de retards impossibles à rembourser par les ménages

+ surendettement des ménages qui souvent cumulent le remboursement de plusieurs crédits, des retards, des pénalités PPPCR, avec le remboursement de crédits pris auprès d'autres institutions de crédit dans un contexte où la concertation entre institutions de financement est quasi inexistante

+ les procédures de rééchelonnement adoptées par le PPPCR auraient gagnées à être étalées sur une durée plus longue, afin de réduire la pression mensuelle sur les ménages et d'être mieux en phase avec les périodes où les ménages disposent de liquidités ; les échéances de redressement données au projet ont limité la marge de manoeuvre sur ce point

+ l'arrêt des attributions de crédit, décidé à titre de limitation du risque dans plusieurs zones, a entraîné, de manière prévisible, des difficultés de recouvrer les remboursements.

- l'impact négatif de Sahel Action (SA) : depuis fin 1997, SA a multiplié les actions d'opposition à la restructuration engagée au sein du PPPCR : incitation des populations au non remboursement, manipulations de politiques locaux contre le PPPCR, attermolements de procédures qui ont conduit à la remise en liberté des agents convaincus de détournements, blocage de l'utilisation des contrats de crédit qui a conduit à un blocage de l'utilisation des fonds de l'emprunt d'Etat et à l'arrêt des attributions de crédit

- la faiblesse du Conseil de Projet et l'absence de position ferme de l'Etat n'ont pas permis de mettre un frein à l'action négative de SA

- la démarche de restructuration engagée est restée strictement une démarche d'amélioration de la gestion, alors qu'il aurait fallu s'engager dans une réforme de la structure du PPPCR et de ses relations avec sa clientèle

Le redressement du système de gestion était un préalable indispensable à la poursuite du PPPCR et l'équipe actuelle s'en est acquittée avec beaucoup d'efficacité ; cependant, il apparaît clairement que cette démarche n'est pas suffisante pour asseoir la pérennité du PPPCR.

Une réforme de structure fondée sur une implication plus forte de la clientèle dans le projet était nécessaire ; elle aurait permis une externalisation plus importante des fonctions de transaction de crédit (et donc une limitation des coûts de transaction) ainsi qu'une appropriation sociale.

La forme envisagée pour cette réforme pourrait être la création de sociétés de caution mutuelle qui auraient été partie prenante dans l'institutionnalisation du PPPCR.

**\* L'audit externe réalisé en mars 1999 par le cabinet Ernst & Young, bien que confirmant la gravité de la situation, estime que la poursuite du projet est possible moyennant les conditions suivantes**

- résolution de la crise institutionnelle
- assainissement de la situation financière (160 MCFA) par le bailleurs de fonds
- recentrage de la stratégie de développement du projet sur 5 antennes à fort potentiel

économique ; abandon des provinces sahéliennes ; réduction des effectifs du projet à 50 personnes

Ce qui devrait permettre d'atteindre l'équilibre financier à l'horizon 2002 ou 2005

**\* *La nouvelle équipe burkinabée du PPPCR se mobilise pour proposer une solution alternative***

La restructuration menée depuis octobre 1997 a conduit à reformer une nouvelle équipe de cadres burkinabés au sein du PPPCR (Responsable administratif et Financier, Responsable service Réseau, Inspecteurs, Chefs d'antennes). 1998 a été pour cette équipe une année de formation intensive et de forte implication dans la restructuration du projet. Face aux difficultés actuelles, cette équipe s'est engagée, avec l'appui à distance de J.Marzin, dans une réflexion sur les transformations structurelles à apporter au PPPCR pour assurer sa pérennisation sous sa forme actuelle PPPCR ou sous une forme alternative, au cas où le projet actuel serait fermé.

Il est cependant évident que cette alternative institutionnelle intervient bien tard au sein du projet et que la dégradation de la situation actuelle limite sans doute les possibilités d'une mise en oeuvre immédiate.

\*\*\*\*\*

En conclusion du travail préparatoire à la mission, il apparaissait donc que :

- la situation du projet est gravement détériorée
- qu'une poursuite des activités semblait possible aux auditeurs extérieurs moyennant des choix techniques, financiers et institutionnels
- que les cadres burkinabés du projet PPPCR étaient prêts à se mobiliser pour engager une réforme profonde du PPPCR ou proposer une solution alternative en cas d'arrêt du projet actuel.

Pour pouvoir nous prononcer au nom du CIRAD en Conseil de Projet sur la poursuite ou l'arrêt des activités du PPPCR, il nous fallait donc d'abord évaluer la faisabilité de ces choix, et notamment le degré réel de mobilisation des institutions burkinabées pour une éventuelle poursuite du projet. Cela a été l'objet des entretiens préliminaires au Conseil de Projet.

## ***2. Entretiens préliminaires au Conseil de Projet***

Ils ont permis de faire le point sur la position des différents partenaires préalable au Conseil de Projet.

### **CNCA :**

(Entretien collectif avec le Directeur Général, le Directeur Général adjoint, le secrétaire Général, et M.Subreville)

La CNCA refuse de poursuivre son investissement au sein du PPPCR tant que SA ne se retire pas du dispositif institutionnel. Elle estime cependant, qu'en tant qu'institution burkinabée, elle ne peut ni demander officiellement à SA de se retirer, ni s'engager dans la fermeture du PPPCR sans l'accord de SA. Elle souhaite donc que le Conseil de projet se prononce pour la fermeture et obtienne l'accord de SA sur ce point.



**AFD :****AFD Paris / L. Humbert** (consulté à Paris en préparation à la mission)

- se prononce pour une fermeture du projet dont la situation est trop dégradée tant du point de vue financier qu'en terme de crédibilité auprès des populations
- sauf s'il apparaît une forte mobilisation des institutions burkinabées pour soutenir la poursuite du projet
- fait une analyse de l'évolution du projet très critique à l'égard de l'AFD elle-même (manque de suivi et de vigilance sur les questions institutionnelles), mais aussi à l'égard du CIRAD qui a contribué au montage institutionnel à l'origine de la crise et n'a pas assuré les responsabilités d'opérateur que l'on attendait de lui.

**AFD Ouagadougou / R.Gouin** (qui suit le dossier depuis 1996)

- se prononce pour la fermeture du projet car estime qu'il n'y a plus de possibilités de redressement ni financier, ni institutionnel
- est prêt à financer la liquidation du projet à des conditions honorables (déficit, indemnités de licenciements, maintien d'un dispositif léger pendant un temps court pour permettre le recouvrement des créances saines)
- refuse de discuter de "l'après PPPCR" tant que le projet n'est pas fermé et la situation clarifiée ; mais semble exclure d'emblée l'utilisation du reliquat de la convention PPPCR (1, 2 Milliard de FCFA) pour remettre un chantier un PPPCR bis, même à structure remaniée et repensée.
- ne remet pas en cause l'intérêt du petit crédit rural comme outil de développement et affirme que l'AFD continuera à soutenir ce secteur au Burkina
- mais est très critique par rapport au "modèle PPPCR", "inadapté aux conditions africaines car trop coûteux et impossible à institutionnaliser"
- professe un nouveau credo à l'égard des structures de petit crédit "légères" permettant une intermédiation directe entre bénéficiaires et système bancaires classiques (avec référence aux CVECA, à la "quatrième dimension" des Caisses Populaires, au Projet Linkage de la GTZ/CNCA).

**Sahel action**

Au regard de l'inefficacité des entretiens du même genre que nous avons eus avec SA lors des précédentes missions, du risque non négligeable de manipulation, et de la situation critique actuelle du projet, il ne nous a pas paru opportun de rencontrer SA.

**Etat / Ministère des Finances**

Aux dires de AFD qui a rencontré le ministre sur ce thème :

- l'Etat est préoccupé par problème social que poserait une fermeture du PPPCR ( 100 personnes au chômage, fin de l'activité de crédit en faveur des femmes rurales) et de ses retombées politiques éventuelles
- néanmoins, n'est pas prêt à mobiliser les fonds de l'emprunt d'Etat pour renflouer le PPPCR

**PPPCR****P.Daoust, Directeur du projet**

- est déçu de l'évolution de la situation dans laquelle aucune des institutions du Conseil de Projet ne se mobilise réellement pour résoudre la crise institutionnelle

- renonce à présenter une solution alternative permettant une reprise, tant que Sahel Action est présent dans le dispositif
- affiche une grande confiance dans sa nouvelle équipe et dans l'efficacité du redressement de la gestion qu'il a mise en oeuvre ; soutient l'équipe des cadres burkinabés dans leur proposition alternative, et a proposé à l'AFD d'utiliser le reliquat de convention PPPCR pour la financer ; mais se fait peu d'illusions sur la réponse de l'AFD
- impute l'échec de sa restructuration au poids des défaillances de la gestion antérieure du projet, à l'impact négatif de Sahel Action, et à la faiblesse du Conseil de Projet
- reste convaincu que le PPPCR est "redressable", moyennant une réduction des effectifs et un recentrage sur un nombre limité d'antennes à fort potentiel
- ne souhaite pas être mobilisé pour appuyer une éventuelle suite au projet

### **M. Tassembledo, Responsable Service Réseau**

- ne peut que constater l'impact désastreux des actions de SA sur le terrain et la faiblesse du Conseil de Projet face à cette situation
- confirme que situation très dégradée dans bon nombre de provinces, en terme de crédibilité du projet auprès des clients ; insiste sur l'impact désastreux de l'arrêt des attributions de crédit et de la libération des agents qui ont détourné
- continue à croire que le concept PPPCR peut être efficace pour faire du petit crédit au Burkina, moyennant un recentrage sur zones à fort potentiel, et une évolution de la structure du projet (implication des clients)
- se dit prêt à reprendre une initiative de type PPPCR, dans le cadre d'une structure locale qui pourrait être créée par les cadres du PPPCR actuels (ONG, bureau d'étude, association...), mais pense qu'il faut fermer le PPPCR actuel pour éliminer SA du dispositif avant de reprendre un éventuel autre projet.

### ***Conclusions des entretiens préliminaires :***

- aucune institution burkinabé ne se mobilise pour une poursuite des activités du PPPCR
- le bailleur de fonds a décidé d'arrêter tout financement
- aucune des institutions présentes ne veut porter la responsabilité de la décision de l'arrêt des activités du PPPCR
- la direction du projet ne propose plus d'alternative
- l'équipe des cadres a un projet de reprise du PPPCR, mais celui-ci est pour l'instant trop peu formalisé pour pouvoir être présenté de manière crédible comme une alternative.
- seule la fermeture du projet actuel peut clarifier la situation institutionnelle et neutraliser Sahel Action ; la fermeture du PPPCR est donc la condition préalable à la mise en oeuvre d'un éventuel projet alternatif qui pourrait être porté par les cadres burkinabé du PPPCR actuel.

Ces conclusions nous conduisent à nous prononcer en Conseil de projet pour la fermeture des activités du PPPCR, assorties de trois conditions (3.) et à poursuivre en parallèle, hors Conseil, les discussions sur la faisabilité d'une proposition alternative .

### ***3. Conseil de Projet***

Le CP s'est tenu le 28 avril dans les nouveaux locaux du PPPCR. Malgré des discussions qui ont duré 6 heures, il n'est pas arrivé à une décision définitive.



Le Conseil a constaté :

- la dégradation forte de la situation financière
- la crise institutionnelle toujours non résolue
- le caractère trop optimiste et de fait irréaliste des propositions de poursuite des activités présentées par le cabinet d'audit
- le blocage de tous les financements (CNCA, AFD, Etat) et le refus des financeurs à s'engager davantage.

La CNCA et l'AFD se sont prononcées pour l'arrêt des activités.

Le CIRAD a exprimé une position en trois points :

- alors qu'il a toujours milité pour la poursuite des activités et la confiance dans le processus de redressement et l'équipe chargée de le mettre en oeuvre, le CIRAD est obligé d'admettre aujourd'hui que le PPPCR est dans une impasse financière et institutionnelle et que le point de non retour est dépassé
- un redressement était encore possible il y a dix-huit mois quand la restructuration a été engagée et l'échec actuel est clairement imputable à la crise institutionnelle que connaît le projet depuis lors
- la fermeture du projet doit être prononcée, mais trois préoccupations doivent être prises en compte par les partenaires qui portent une responsabilité partagée dans cet échec :
  - \* assurer le remboursement des fonds villageois
  - \* assurer des conditions de licenciements honorables au personnel du projet qui n'a pas démérité (financement des indemnités de licenciement, mais aussi réflexion sur les possibilités d'emploi futur des personnels licenciés)
  - \* se préoccuper de l'évolution globale du secteur de la microfinance et de ses interactions avec le milieu dans certaines des provinces où la détérioration de la situation du PPPCR peut entraîner un pourrissement général et une crise de crédibilité profonde et durable entre les populations et les SFD.

### **Sahel Action**

Le Président du CP a interpellé SA en tant que tutelle juridique et signataire de la convention de financement du PPPCR. Il l'a mis en demeure de se prononcer sur l'alternative suivante :

- SA fait les "concessions nécessaires" à la poursuite des activités du projet (sous entendu, mais non dit, " se retire du projet")
- ou
- donne son accord au Conseil pour la fermeture du PPPCR
- ou
- reprend les activités du PPPCR à son compte, sachant que les bailleurs de fonds actuels (CNCA, AFD, Etat) ne soutiendront pas cette reprise.

Sahel Action a refusé les concessions demandées, ainsi que l'accord de fermeture, mais ne veut pas reprendre le projet sans mesures d'accompagnement financier.

### **Conclusion du CP**

Face à l'impasse constatée après six heures de discussions, le Président du CP a accédé à la demande de SA d'obtenir une semaine de délai pour élaborer une solution alternative.

### ***Perspectives*** (après le Conseil de Projet du 28/04)

Trois facteurs peuvent conduire à SA à accepter de reprendre le projet PPPCR à son compte :

- que SA trouve, en une semaine, un bailleur de fonds providentiel acceptant de financer un projet ayant 160 M de déficit conduit par une ONG dont les compétences sont notoirement remises en cause et dont des membres ont été impliqués dans des détournements de crédit
- que l'Etat intervienne à son profit
- que SA table sur d'éventuels profits qu'elle peut tirer de la "liquidation" du projet

Une telle reprise risque d'être dommageable pour le personnel du projet et plus globalement pour le secteur de la microfinance et n'est donc pas souhaitable.

Un nouveau Conseil de projet doit se réunir le 5 mai prochain. G.Subreville y représentera le CIRAD, adoptera la même position que celle énoncée le 28 avril.

### ***Conclusions du Conseil de Projet du 5/05/99***

- Voir PV en annexe 2 -

Le CP a pris la décision de fermer le PPPCR. La procédure de liquidation a été confiée à la Direction du Projet et doit être achevée le 30/09/99.

\*\*\*\*\*

La crise du PPPCR a fortement participé depuis 18 mois à la crise globale qui touche bon nombre de SFD au Burkina : dégradation des taux de remboursement, impayés, difficultés de relation avec les bénéficiaires. Nous avons attiré l'attention, à plusieurs occasions, sur les causes de cette crise larvée globale :

- raisons conjoncturelles climatiques,
- mais surtout concurrence déloyale, manque de concertation entre les SFD
- systèmes d'information défaillants ne permettant pas le suivi fin des crédits
- saturation des marchés locaux, entraînant une baisse de rentabilité des activités économiques financées par le crédit
- endettement des ménages

L'analyse de contexte de crise n'a pas été faite jusqu'à présent. Le CIRAD/TERA /AF avait mobilisé en 1998 un budget propre pour contribuer à une étude sur cette situation de crise. L'étude a été repoussée par la Direction du Projet, estimant qu'elle ne pouvait être conduite utilement qu'une fois la crise dépassée (!!!).

Au regard de cette situation de crise globale qui risque de toucher durablement le secteur de la microfinance rurale au Burkina, et de l'impact négatif que la fermeture du PPPCR risque d'avoir dans ce contexte, il nous a semblé opportun de proposer au Conseil de Projet la réalisation d'une telle étude. Le CP a accueilli favorablement cette proposition qui montre la volonté du CIRAD de continuer à s'impliquer de manière responsable dans l'évolution des SFD au Burkina.

Une proposition formalisée doit être maintenant faite dans ce sens.



## II - Elaboration d'un projet commun de recherche/formation sur le financement rural au Burkina avec la Faculté de Sciences Economiques et de Gestion de Ouagadougou

### 1. Contexte

*\* Le secteur de la microfinance rurale et urbaine connaît depuis quelques années au Burkina, une croissance forte dont les effets sur le milieu sont encore mal cernés.* Les SFD se multiplient, se diversifient. Certains d'entre eux s'étendent à l'échelle nationale. La concurrence se développe, sur des bases souvent déloyales (diversité des taux d'intérêt, des stratégies de subvention, de pérennisation ...). L'injection massive d'argent dans des économies rurales fragiles et encore étroites entraîne une saturation des marchés locaux et une diminution de la rentabilité des activités financées par le crédit.

L'ensemble de ces facteurs, ponctuellement combiné aux aléas climatiques des zones sahéliennes, conduit, dans certaines zones, à une situation de crise larvée se traduisant par le surendettement des ménages, des retards de remboursement de crédit, des impayés...

L'impact sur le milieu de la croissance des SFD, de leur changement d'échelle, et de la concurrence dans laquelle ils sont engagés au Burkina, n'a pas été analysé pour l'instant.

*\* Le secteur de la microfinance est, au Burkina, en cours de professionnalisation et d'organisation.* A l'issue de dix ans de développement, il est apparu clairement qu'une organisation plus globale du secteur était nécessaire. Celle-ci est d'abord assurée dans le cadre législatif par l'instauration de la loi PARMEC et des conventions SFD/Ministère des Finances. Elle est prise en main aussi par les professionnels des SFD eux-mêmes, à travers la création récente d'une Association des professionnels des SFD, structure de concertation et d'appui regroupant les principaux SFD du Burkina. Dans ce cadre, il est actuellement prévu de développer un appui en matière de suivi et d'évaluation qui reste essentiellement centré sur la "santé financière et institutionnelle" des SFD. La question de l'impact des SFD et, plus globalement l'analyse de l'interaction des SFD avec le milieu, restent en suspens et ne sont pas prises en charge dans le dispositif actuellement prévu. Il paraît pourtant de plus en plus clair que le secteur de la microfinance peut être durablement ébranlé par les processus en cours.

*\* Alors que le microfinancement est une clé importante du développement rural - et urbain - l'enseignement et la recherche en la matière sont peu développés au Burkina.* Au delà de la formation opérationnelle dispensée "à la carte" au sein des SFD, il n'y a pas d'enseignement généraliste sur ce thème dans les institutions de formation burkinabées. L'Université, qui forme la majorité des cadres et des agents futurs des SFD, ne dispense pas un enseignement spécifique sur ce thème.

La Faculté de Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Ouagadougou a depuis plusieurs années intégré cette thématique dans un module d'enseignement portant sur les organisations coopératives, et a développé ponctuellement des travaux de recherche (d'enseignants-chercheurs et étudiants) en la matière. D'autres institutions de formation (écoles d'ingénieurs) l'abordent ponctuellement à travers des stages étudiants.

Les institutions de formation consultées reconnaissent qu'il y a là un champ spécifique et déterminant du développement et qu'une demande importante existe au niveau des SFD, tant en matière de formation initiale que de recherche ; mais constatent dans le même temps que les quelques efforts dispersés qu'elles ont faits pour entrer en contact avec le secteur de la microfinance sont restés globalement improductifs.

D'un autre côté, les SFD consultés disent leur difficulté à travailler avec l'Université, tout en reconnaissant qu'ils ont un besoin pressant de mieux analyser leur interaction avec le milieu et de



recruter des jeunes diplômés ayant déjà une première connaissance solide du champ du financement rural.

**\* *Le CIRAD développe depuis dix ans des activités d'appui au développement, de recherche et de formation sur le financement rural au Burkina.*** Ces activités ont permis de développer un réseau large de partenariats au sein du secteur de la microfinance : au sein des SFD, au sein de l'Université (FASEG), avec la Cellule du Ministère des Finances chargée du Suivi des SFD. Des collaborations effectives ont été construites sur ces partenariats : études dans le cadre du PPPCR, de l'ATP Financement de l'agriculture, organisation de formation, encadrement d'étudiants, publications communes avec la FASEG. Ces collaborations ont permis d'évaluer concrètement le degré d'implication, la capacité de mobilisation et les besoins d'appui des différentes institutions partenaires et nous conduisent aujourd'hui à faire cette proposition de formation/recherche sur le financement rural qui a été discutée avec les différents partenaires potentiels pendant la mission.

## **2. La proposition de projet formation/recherche**

**\* *L'objectif du projet est de promouvoir un dispositif de formation et de recherche sur le financement rural au Burkina*** piloté par la FASEG en partenariat avec les professionnels du secteur de la microfinance.

**\* en matière de formation, l'objectif est double :**

- formation des formateurs, enseignants-chercheurs universitaires, aux méthodes et aux outils de l'analyse de l'interaction entre les SFD et le milieu
- mise en place de modules de formation sur le financement rural pour les étudiants

**\* en matière de recherche, il s'agit de**

- renforcer la capacité des différents acteurs de la microfinance à formaliser leurs besoins en matière de recherche
- renforcer la capacité de la FASEG, et éventuellement ultérieurement d'autres institutions, à répondre aux besoins en matière de recherche des SFD
- mettre en place un dispositif de recherche pérenne permettant d'analyser, à des fins de production de connaissance et des fins opérationnelles, l'évolution des SFD et de leur interaction avec le milieu rural.

**\* *Pour que son action soit efficace et pérenne, le projet doit s'appuyer sur des institutions durables, ayant une envergure nationale et une implication forte dans le développement des SFD.*** Les institutions ciblées dans ce sens sont la FASEG et l'association des professionnels des SFD du Burkina, en cours de création, et soutenue par différents bailleurs de fonds dans le cadre du Plan d'action pour le financement du monde rural au Burkina.

**\* *Le CIRAD apporterait dans ce projet une contribution en matière de***

- conception des modules de formation à la recherche
- formation des formateurs, enseignants chercheurs
- co-animation de la réflexion sur le dispositif de recherche à promouvoir
- animation de la phase initiale du projet centrée sur la mise en relation des différents acteurs sollicités

*\* Le projet est envisagé sur une durée de 3 ans et pourrait être proposé pour financement au FIDA.* Le FIDA a engagé, dans le cadre du follow up du séminaire d'Accra sur la microfinance, un programme d'appui au développement des SFD, comprenant une dimension d'appui à la recherche, à la formation, et aux réseaux. Dans ce cadre, nous avons introduit dans les discussions d'Accra, une esquisse de cette proposition Burkina. Celle-ci a été favorablement accueillie par le FIDA qui nous a suggéré de la développer pour la proposer au financement du programme Follow up d'Accra.

### 3. Contenu détaillé du projet

Celui-ci doit être bien sur approfondi et retravaillé avec les différents partenaires. Les grandes lignes qui le structurent dès à présent s'organisent autour de trois étapes principales :

#### 1) Un séminaire d'échange-formation-recherche (novembre 1999)

Objectifs :      \* permettre la rencontre de différents acteurs clé impliqués dans le domaine de la microfinance au Burkina : opérateurs, Cellule de suivi des SFD/Association professionnelle, Université  
                       \* former ces acteurs aux méthodes et aux outils de l'analyse de l'interaction des SFD avec le milieu  
                       \* discuter et élaborer avec eux le contenu détaillé du futur dispositif de formation recherche

Moyens :        un séminaire d'un mois , organisé au CIRAD à Montpellier  
                       Contenu de formation en cours d'élaboration, centré sur :  
                           - la problématique de l'interaction SFD/Milieu  
                           - Méthodes et outils : rating, suivi-évaluation, base de données, analyse d'impact  
                           - études de cas

Financement : CIRAD : trois bourses de formation ont été accordées par le CIRAD sur ce thème et ciblées sur trois de nos partenaires burkinabés

Réalisation : J.Marzin - B.Wampfler - G.Nguyen

#### 2) Appui formation à la FASEG :

Objectifs :      \* mettre en place des modules de formation permettant de donner aux étudiants de la FASEG une connaissance de base en matière de financement rural et d'analyse de l'interaction entre SFD et milieu  
                       \* adapter ces modules de formation au contexte du Burkina ; les tester dans le cadre de la FASEG  
                       \* former des enseignants chercheurs qui pourront les dispenser durablement dans le cadre de la FASEG  
                       \* organiser et assurer l'encadrement de travaux étudiants sur ce thème, en liaison avec les besoins exprimés des professionnels des SFD du Burkina



- Moyens :      \* Quatre modules ont été pré-identifiés :
- deux modules portent spécifiquement sur le microfinancement :
    - + Développement des SFD : module généraliste d'initiation au champ de la microfinance ; conçu sur la base du module de formation déjà dispensé sur ce thème au CNEARC de Montpellier
    - + Méthodes et outils de l'analyse de l'interaction entre SFD et milieu : module plus axé sur les méthodes, les outils et les résultats de la recherche (diagnostic, suivi évaluation, rating, analyse d'impact)
  - deux modules plus généraux visant à donner aux étudiants les concepts et outils d'une recherche opérationnelle en milieu rural
    - + Economie des ménages : entre la micro et la macro-économie traditionnellement dispensées à l'Université subsistent, au Burkina, comme ailleurs, un grand vide quand il s'agit d'analyser concrètement le fonctionnement des ménages ruraux ; ce module a pour objectif de combler ce vide en dispensant une formation conceptuelle et méthodologique sur l'économie des ménages
    - + Méthodes et outils du traitement de données : notre expérience d'encadrement des étudiants de la FASEG montre clairement les lacunes en la matière
- Rôle du CIRAD :
- \* conception des modules en liaison avec la FASEG et les autres partenaires
  - \* adaptation au contexte du Burkina et expérimentation à la FASEG
  - \* formation des enseignants chercheurs chargés de les mettre en oeuvre
  - \* appui à l'encadrement de travaux étudiants effectués dans ce cadre

### **3) Mise en place d'un dispositif de recherche sur les SFD**

- Objectifs:
- \* mise en place d'un observatoire de l'évolution des SFD et de leur interaction avec le milieu
  - \* répondant aux besoins opérationnels du secteur de la microfinance
  - \* développer des relations de partenariat entre la recherche/formation et les SFD

Contenu opérationnel : à discuter avec les différents partenaires

- Rôle du CIRAD
- \* animer la réflexion
  - \* favoriser la mise en relation entre les différents acteurs et la formulation des besoins
  - \* fournir les méthodes et outil de la recherche
  - \* réaliser conjointement certaines des études engagées

#### 4. Accueil par les partenaires potentiels

Cette proposition de projet a été discutée avec :

- **la FASEG : M.Soulama, M.K.Savadogo (doyen)** : l'accueil a été très favorable ; la proposition concrétise une volonté déjà ancienne de renforcer les collaborations existantes entre nos deux institutions ; la FASEG a nous donné son accord de principe sur cette proposition. Elle s'engage à

- \* participer à l'élaboration d'une proposition plus formalisée à soumettre au FIDA
- \* envoyer un représentant qualifié au séminaire de Montpellier en novembre prochain
- \* envisager d'ores et déjà comment intégrer les modules de formation dans l'enseignement et les tester en 2000

Par ailleurs, la FASEG serait intéressée à promouvoir cette formation sous une forme spécialisée et diplômante et l'idée d'un master a été évoquée. Ceci représentant une piste ultérieure de développement de notre proposition (à échéance de 2 à 3 ans)

- **M.Tassemedo, le Responsable Réseau du PPPCR** : quelque soit les perspectives du PPPCR, le responsable Réseau est un cadre d'avenir du secteur de la microfinance au Burkina. Agro-économiste formé à la FASEG, co-encadré en thèse par la FASEG et le CIRAD, il est un acteur clé, qui deviendra sans doute très rapidement un professionnel estimé de la microfinance, qui est conscient des besoins des SFD en matière de recherche, ainsi que des capacités de réponse de la recherche et qui, enfin, est déjà bien formé aux outils de la recherche et sera vite capable de les adapter aux besoins du développement. Il nous a donné son accord pour participer au séminaire de novembre.

- **M.I.Ouattara** : est actuellement responsable de la Cellule de Suivi évaluation des SFD du Ministère des Finances ; est estimé pour ses compétences et son ouverture d'esprit dans le secteur de la microfinance ; est en cours de recrutement à la Cellule d'appui de l'Association des professionnels des SFD burkinabés ; quelque soit l'évolution de sa carrière, il est un acteur clé de la microfinance au Burkina ; il s'est dit particulièrement intéressé par notre proposition, et nous a donné son accord de participation au séminaire de novembre, sous réserve de l'accord de l'institution à laquelle il sera rattaché à ce moment là ; il a souligné que dans le cadre du programme actuellement envisagé dans le Plan d'Action du Financement du monde rural, l'analyse de l'impact des SFD et plus globalement la dimension recherche est peu développée aujourd'hui.

#### 5. Reste à faire

- \* Formaliser la proposition pour la soumettre au financement FIDA
- \* Discuter la proposition avec l'AFD, principal promoteur de l'Association Professionnelle
- \* Elaborer les contenus de formation pour le séminaire de novembre et les modules à tester avec la FASEG en 2000

Vu son ampleur, c'est évidemment un travail qui ne peut être conduit qu'en équipe : il est souhaitable de pouvoir mobiliser autour de ce projet les cinq chercheurs CIRAD impliqués dans les activités financement rural, ainsi que d'autres chercheurs AF (Economie des ménages) et TERA (traitement de données).



### **III - Perspectives de collaboration en matière de formation sur le financement rural avec l'Université de Bobo Dioulasso**

La Représentation du CIRAD au Burkina est en cours de négociation d'une convention cadre de collaboration avec l'Université Polytechnique de Bobo Dioulasso (Voir en Annexe 3 le projet de convention de coopération entre l'Université et le CIRAD). La convention a été préparée et va être envoyée par le recteur de l'Université au CIRAD.

La collaboration de recherche /formation envisagée dans le cadre de cette convention porte actuellement sur les thèmes suivants : agro-alimentaire, pisciculture, entomologie, informatique, rédaction scientifique.

Après discussion avec le représentant CIRAD, il nous est apparu que des propositions de collaboration en matière de financement rural, et plus globalement de socio-économie des agricultures familiales, pouvaient être intéressantes à introduire dans le cadre de cette convention naissante. Cette collaboration pourrait être conçue sur un mode proche de celui proposé à la FASEG.

Une réunion avec M.Toguyeni, enseignant chercheur de l'Université de Bobo, chargé par le recteur de coordonner les relations avec le CIRAD, nous a permis d'explorer cette proposition.

Les activités du Programme Agricultures Familiales ont été présentées, ainsi que, de manière détaillée, nos activités sur le développement des systèmes financiers ruraux.

Un programme d'appui en terme de formation a été proposé sur les thèmes suivants :

- Développement des systèmes financiers ruraux : module d'initiation à la microfinance
- Analyse des interactions entre milieux ruraux et systèmes financiers / analyse d'impact : méthodes , outils, résultats
- Economie des ménages : concepts, méthodes d'analyse, outils, études de cas
- L'analyse de données au service de l'économie des ménages : méthodes et outils

Notre proposition a reçu un accueil très favorable de la part de M.Toguyeni qui a souhaité que nous puissions rencontrer le Recteur de l'Université de Bobo pour les développer et les concrétiser. Le Recteur étant finalement en déplacement à l'étranger, la réunion envisagée n'a pas pu être tenue.

Il a donc été convenu avec M.Toguyeni que

- nous envoyons à l'Université une documentation présentant nos activités et compétences
- ainsi qu'une proposition détaillée de collaboration
- que lui-même se chargera d'introduire et de porter auprès de l'Université de Bobo
- lors de la mission UMEAO que nous devons effectuer prochainement et qui démarrera au Burkina, une réunion sera programmée pour examiner le dossier.

#### **IV - Encadrement des travaux de thèse engagés avec deux étudiants de la FASEG et le PPPCR**

Les deux thèses engagées avec le PPPCR et la FASEG depuis 1996 portent notamment sur l'analyse de l'impact du crédit rural sur l'économie des ménages dans la zone d'intervention du PPPCR. Deux zones contrastées (Mogtédou, Gandaogo) se différenciant par la distance à la ville, le degré d'activités économiques, et d'encadrement par le développement, ont été choisies pour la réalisation de ces deux thèses. Les données collectées alimenteront également la thèse de J.Marzin, qui a été à l'origine de ces travaux.

La mission a permis de :

- faire le point de l'état d'avancement des travaux avec les étudiants et le Pr.Soulama qui les encadre à la FASEG
- avoir une séance de travail sur un premier jet de rédaction de J.Tapsoba
- avoir une séance de travail sur le traitement des données restant à faire

##### ***Etat d'avancement des travaux***

J.Tapsoba a bien progressé dans les six derniers mois : dépouillement des données des "enquêtes trajectoire", rédaction des parties problématique, méthodologie, contexte, ainsi qu'une rédaction de résultats intermédiaires en fonction des différents outils d'enquête.

Il reste à faire une large partie du traitement des données de suivi trimestriel des budgets de ménages et la synthèse finale.

Un calendrier pour la finalisation du travail a été discuté avec J.T et M.Soulama :

- mai -juin 99 : finalisation des traitements de données avec l'appui de J.Marzin/B.Wampfler et rédaction d'un premier jet final
- juillet - à septembre : reprise et finalisation
- mi-octobre : dépôt de la thèse
- 15 décembre : soutenance

M.Tassembedo a très peu progressé dans les derniers dix-huit mois, du fait de son recrutement comme Responsable de Réseau du PPPCR, en remplacement de J.Marzin. La situation critique du PPPCR a mobilisé fortement les équipes de direction et de terrain, et il ne peut être tenu rigueur à M.Tassembedo de ne pas avoir progressé dans son travail de thèse. Il reste néanmoins déterminé à l'achever. La perspective de fermeture du PPPCR devrait lui donner la disponibilité nécessaire à cet achèvement.

L'ensemble des données a été saisi ; il reste deux suivis trimestriels à vérifier, puis à faire le traitement de l'ensemble des données ; à noter cependant que les données des enquêtes trajectoire ont été traitées dans le cadre du mémoire de DEA de M.Oppenheim, que nous avons engagée en 1998 sur le terrain de M.Tassembedo dans un souci de synergie des efforts et d'optimisation de nos investissements au Burkina.

##### ***Traitement des données***

Un protocole détaillé de traitement des données a été élaboré avec les étudiants.

Par ailleurs, les étudiants auront l'appui de J.Marzin qui va s'engager en mai 99 dans le traitement de ces mêmes données à Montpellier dans le cadre de sa thèse. Nous souhaitons remercier ici la



Représentation CIRAD qui facilite la communication avec nos étudiants en leur donnant accès à la messagerie électronique.

### **V - Mise en oeuvre d'une étude sur le crédit à l'agriculture avec l'Association Régionale de Développement de Kaya (ADRK)**

L'ADRK a une expérience déjà ancienne en matière de crédit à l'équipement agricole. Nous avons discuté lors d'une mission précédente de la possibilité de réaliser une étude sur ce thème dans le cadre de l'ATP Rôle des SFD dans le financement de l'agriculture.

Cette perspective a été rediscutée pendant la mission avec la nouvelle direction du projet qui nous a donné son accord sur le principe d'une telle étude. Celle-ci sera réalisée dans le cadre de l'ATP Rôle des SFD dans le financement de l'agriculture dans le second semestre 1999 et devrait être conduite par B.Bridier.

Cependant, il s'est avéré au cours de la discussion que l'ADRK souhaitait engager en 1999 une réflexion sur les orientations de ses activités en matière de crédit et d'épargne et qu'un bilan de son action était nécessaire pour ce faire. Une étude plus large que celle envisagée dans le cadre de l'ATP pourrait donc être envisagée. L'ADRK, en situation d'incertitude et en recherche d'une diversification de ses partenariats à l'issue de sa seconde phase, verrait favorablement que le CIRAD réalise cette étude. Nous avons marqué l'intérêt du CIRAD sur cette proposition.

Une recherche de financement doit être effectuée pour pouvoir conduire cette étude. Il a été convenu avec l'ADRK qu'elle nous enverrait courant mai 1999 les termes de référence de l'étude envisagée. Sur la base de ces TDR, nous examinerons ensemble la possibilité de monter un dossier de financement pour une étude bilan des activités de financement de l'ADRK.

### **VI- Projet linkage CNCA/GTZ**

- Entretien avec M.SIA, coordonnateur CNCA du projet Linkage
- Visite du dispositif linkage de l'agence de Ouaga CNCA 2 ; entretiens avec le chef d'agence, avec deux animatrices linkage ; entretiens avec les représentantes de quatre groupements de femmes de la zone Ouaga 2 travaillant avec la CNCA dans le cadre linkage
- Entretien avec la mission GTZ chargée de l'évaluation du projet linkage de la CNCA (M.Schliva et Schleming)

La CNCA a engagé il y a 6 ans le projet Linkage dans le cadre de son adhésion à l'AFRACA qui est en Afrique, le promoteur de l'initiative Linkage. L'objectif des projets Linkage est de favoriser l'accès des groupements ruraux au secteur bancaire classique. Cette initiative, financée par la GTZ et par le FIDA, s'appuie sur un exemple réussi de lien entre secteur bancaire et groupements ruraux développé en Indonésie. Plusieurs projets Linkage sont en cours de mise en oeuvre en Afrique de l'Est essentiellement et impliquent des banques commerciales, des banques de développement, et des banques agricoles.



### **Projet Linkage CNCA :**

Les activités Linkage (épargne-crédit) sont mises en oeuvre dans le cadre des agences CNCA existantes. Le projet a été initié en 1993, dans deux agences test (Ouagadougou, Tenkodogo) ; puis a été étendu à 6 agences au cours de la seconde phase ; celle-ci s'achève en juin 1999.

### **Les grands principes**

- offrir des produits d'épargne et de petit crédit adaptés aux femmes n'ayant pas accès au système bancaire classique
- promouvoir un lien direct entre la Banque et les femmes, organisées en groupements
- faciliter l'intermédiation entre banque et groupements par un réseau d'animatrices ayant un rôle de sensibilisation et de suivi
- externaliser au maximum les fonctions de transaction en les faisant assurer par les bénéficiaires eux-mêmes
- la ligne de crédit est fournie par la CNCA sur ces ressources propres ; le bailleur de fonds ne prend en charge que le fonctionnement du projet

### **Les produits offerts :**

- Epargne libre : rémunérée à 20%, déposée au nom du groupement, issue des activités économiques collectives des membres du groupement

- Epargne obligatoire pour avoir accès au crédit ; constitue le fonds de garantie pour le crédit sous deux formes, adaptées à des situations économiques différenciées :

\* épargne immédiate : le groupement doit déposer sur un compte bloqué un montant équivalent à 30% du crédit demandé par le groupement ; rémunéré à 20% ; peut être retiré à la fin du crédit si pas de problème de remboursement ;

\* épargne échelonnée : constituée progressivement sur 5/6 mois par les groupements ne pouvant pas constituer une épargne immédiate ; l'accès au crédit est ensuite autorisé à hauteur d'un plafond de 5 fois l'épargne constituée ; rémunération à 20%

- Crédit : court terme (6 à 12 mois, au choix du groupement), en fonction des activités ; activités financées : commerce, transformation, petit artisanat, embouche, commerce et stockage céréales

Taux d'intérêt : 12% (pas de TVA)

Montants minimum et maximum pas vraiment plafonnés ; dans les faits, crédits entre 10 000 et 300 000 FCFA/bénéficiaire, toujours octroyés dans le cadre d'un groupement ; montant de crédit moyen/bénéficiaire : 74 000 C.F.A.

Echéances de remboursement mensuelles ou spécifiquement adaptées à l'activité financée, mais identique pour tous les bénéficiaires du groupe, quelle que soit leur activité

Garantie : le fonds de garantie + caution solidaire entre membres du groupement avec exclusion du crédit de l'ensemble d'un groupement si certains membres sont défaillants

### **Fonctionnement du dispositif :**

- le repérage des groupements est assuré par l'animatrice sur des critères de fiabilité économique et sociale
- l'animatrice effectue une sensibilisation/information sur le projet et aide le groupement à présenter sa demande de crédit
- l'agence CNCA instruit le dossier, avec l'avis de l'animatrice



- après décision d'octroi, des représentants mandatés du groupement viennent à l'agence CNCA prendre le crédit ; de même , les remboursements seront collectés par le groupement et déposés à l'agence CNCA ; l'animatrice n'a pas de contact avec l'argent et n'est pas impliquée dans les transactions de remboursement
- l'animatrice assure un suivi du groupement après l'octroi et suit les problèmes de retard de remboursement et d'impayés

### ***Performances :***

Nombre de groupements CNCA Linkage : 630 en 1998 dont 513 seraient bénéficiaires de crédit (en fait, 513 est le nombre d'attribution de crédits à des groupements pour 1998, le nombre effectif de groupement est donc inférieur, certains groupements ayant pris deux crédits dans l'année ), représentant environ 11 000 individus bénéficiaires

Octrois 1998 : 687 Millions C.F.A.

Taux de remboursement : 98 à 99% selon les agences (sans précision convaincante sur le mode de calcul de ce chiffre) : les impayés seraient inférieurs à 1 million FCFA

Productivité des animatrices : variable de 50 à 100 groupements encadrés/animatrice, représentant de environ 400 à 2000 bénéficiaires

Remarque : les chiffres obtenus sont très approximatifs ; les interlocuteurs interrogés avaient peu de références précises en tête.

### ***Perception par les femmes***

Synthèse à partir des entretiens avec les représentantes de quatre groupements, en présence de leur animatrice ; les quatre groupements étaient représentatifs de situations différenciées urbain/rural, niveau économique et type d'activités

- au delà de la procédure officielle, les conditions d'accès au crédit sont, dans les faits modulées en fonction de la situation économique des groupements, par l'animatrice
- les conditions CNCA sont perçues comme très avantageuses par rapport aux autres offres de crédit existant dans la zone (Caisses Populaires notamment) : le taux d'intérêt est "faible" (12%) ; pas de garantie matérielle hormis la constitution d'un fonds de garantie
- le crédit permet de financer des activités que les femmes menaient déjà auparavant ; elles continueraient à faire ces activités sans le crédit, mais à une échelle plus restreinte
- les montants conviennent à des femmes "pauvres" ou "moyennes" ; certains groupements comptent des grandes commerçantes aisées qui prennent le crédit "par solidarité, pour encourager le groupement" mais ont des volumes d'affaire dépassant largement les possibilités ouvertes par le crédit Linkage
- contrairement à d'autres SFD, les bénéficiaires ont une perception claire de l'organisme distribuant le crédit (la CNCA, avec sa matérialisation physique, l'agence)
- mais leur contact avec l'institution se font d'abord par l'intermédiaire de l'animatrice qui est semble être le maillon clé de l'intermédiation

### ***Synthèse rapide***

Ces quelques conclusions tirées d'une visite rapide et forcément partielle du projet Linkage sont à mettre en perspective avec la teneur des discussions menées autour du PPPCR et dans lesquelles le projet Linkage était cité comme une référence de "structure de crédit légère, efficace et peu coûteuse, ayant fait ses preuves dans le contexte du Burkina".

### ***- Le risque au sein du projet Linkage***

- \* Au delà des chiffres très favorables, les discussions avec les animatrices montrent que

le projet Linkage est confronté à tous les problèmes et risques “classiques” d’un projet de crédit à caution solidaire au Burkina :

- difficultés de sélection et fiabilité des groupements,
- détournements et groupes fictifs,
- détournements par les ONG fournissant un encadrement technique à certains groupements
- retards de remboursements,
- pression des hommes sur les femmes

\* la concurrence et l’absence de concertation entre SFD opérant dans la même zone est un facteur important de risque

\* le surendettement est effectif dans certains groupements mais très mal connu et évalué

\* les animatrices sont poussées à une course à la productivité (placer un maximum de crédit) qui limite leur capacité de suivi des crédits ; certains responsables en sont conscients, mais l’institution semble pousser à la “rentabilité”; les animatrices sont particulièrement sensibles à ces incitations face à l’enjeu d’intégrer la CNCA après la fin du projet Linkage

\* le système d’information ne semble pas des plus performants

#### - Les perspectives d’extension :

L’extension est envisagée dans le cadre du réseau des agences CNCA, notamment dans la zone cotonnière ; le rayon d’action du projet est limité à 50 km autour de chaque agence.

#### - L’institutionnalisation :

\* les perspectives d’équilibre financier sont en cours d’évaluation ; aucun chiffre précis n’a pu être obtenu sur ce point ;

Les coûts de transaction sont réduits dans la mesure où les animatrices n’assurent pas de collecte de remboursement ; cependant, leur intégration envisagée dans le personnel CNCA renchérirait leur coût (elles ne sont pas intégrées actuellement dans la convention collective bancaire)

\* les formes juridiques de l’institutionnalisation sont très floues ; la seule perspective qui semble sérieusement envisagée est l’intégration du projet Linkage dans la CNCA

#### ***Position de la GTZ***

La GTZ a à se prononcer sur la poursuite ou l’arrêt du financement Linkage à partir de juin 99.

Globalement, la collaboration avec la CNCA ne leur semble pas satisfaisante. La CNCA développe à travers le projet Linkage une approche “purement bancaire”, centrée sur la rentabilité de l’activité et l’extension de portefeuille qu’elle permet d’obtenir, là où la GTZ souhaiterait la voir raisonner en termes d’impact sur le développement, de formation et d’autopromotion des groupements.

Dans ce sens, la GTZ cherche à soutenir d’autres actions de microfinancement au Burkina Faso. Le PPPCR avait été identifié comme une cible potentielle de financement par la GTZ.



## ANNEXE 1 : Déroulement de la mission

- 26 avril: Voyage Montpellier - Ouaga (un oiseau dans le réacteur à Montpellier, quelques frayeurs au décollage...)  
Préparation du Conseil de Projet
- 27 avril : Réunion avec le Directeur du PPPCR  
Réunion avec la CNCA (Directeur Général, Directeur Général Adjoint, Secrétaire Général, G.Subreville)  
Rencontre avec le Responsable Réseau du PPPCR  
Réunion avec R.Gouin, AFD (avec G.Subreville)
- 28 avril Conseil de Projet PPPCR (avec G.Subreville)  
Séance de travail avec les thésards FASEG
- 29 avril Rencontre de M. Ibrahim Ouattara, Responsable Cellule de suivi des SFD du Ministère des Finances  
Rencontre de M.Toguyeni, Enseignant chercheur Université Polytechnique de Bobo (avec G.Subreville)  
Réunion avec le Pr. Soulama et G.Subreville  
Séance de travail avec S.Soulama et les deux étudiants thésards FASEG
- 30 avril Réunion avec l'ADRK à Kaya
- 1 mai Séance de travail avec les thésards FASEG  
Rédaction rapport de mission
- 2 mai Préparation fichier de saisie des données de l'étude ATP Cambodge  
Rédaction rapport de mission  
Réunion avec Modou Diop - Suivi du terrain Soum/ATP Financement de l'agriculture
- 3 mai Visite du projet Linkage de la CNCA  
Réunion FASEG avec MM Savadogo (doyen), Soulama et G.Subreville sur projet de Formation/recherche  
Réunion avec équipe GTZ chargée de l'évaluation du projet linkage CNCA
- 4/5 mai Voyage retour France (retards, déroutage et problèmes divers ; d'habitude, c'est pourtant simple de rentrer du Burkina...)

**ANNEXE 2 : Procès verbal de la dernière réunion du Conseil de Projet du PPPCR (5/05/99)**

# PROCES VERBAL N°11 DE LA REUNION DU CONSEIL DE PROJET DU PPPCR TENUE LE 05/05/1999

Le mercredi 5 Mai 1999 à partir de 9 heures 25 minutes s'est tenue la 11<sup>e</sup> réunion du Conseil de Projet du PPPCR dans la salle de réunion du Projet.

Ont participé à cette réunion:

1) Les membres du Conseil de Projet:

- Mr ZALLE	K. Célestin	Président, CNCA
- Mr OUEDRAOGO	Rasmané	Membre, CNCA
- Mme DESMAZIERES	Françoise	Membre, AFD
- Mr SUBREVILLE	Georges	Membre, CIRAD
- Mr OUEDRAOGO	Charles	Membre, Sahel Action

2) Les autres participants

- Mr DAOUST	Pascal	Directeur du PPPCR
- Mr ZOMBRE	Constant	Sahel Action
- Mr ILBOUDO	B. Christian	PPPCR
- Mr TASSEMBEDO	Moussa	PPPCR

Le Président du Conseil a vérifié la liste de présence et constaté que tous les membres étaient présents. Les conditions sont donc réunies pour que le Conseil se tienne et délibère valablement.

Le Président a souhaité la bienvenue à tous les participants et constaté l'absence des représentants du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF).

Le Président du Conseil de Projet déclare la réunion ouverte et donne lecture du projet d'ordre du jour en trois (3) points :

- 1) Adoption du procès-verbal de la réunion du 28/04/99
- 2) Décision sur les perspectives du Projet
- 3) Divers

Il donne la parole aux autres membres du Conseil pour faire des amendements éventuels.

Aucun amendement de l'ordre du jour n'a été fait et par conséquent il a été adopté tel que proposé par le Président.

Le Conseil passa à l'examen du premier point de l'ordre du jour.

## POINT 1: ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU 28/04/99



**Président:**

Je propose que l'on examine le procès-verbal de la réunion du 28/04/99 page par page.

**Directeur**

Je précise que l'AFD a transmis ses amendements qui ont déjà été intégrés dans le procès-verbal.

**Président**

Je propose que l'on prenne page par page et les autres membres du Conseil vont proposer leurs amendements.

En plus des amendements de l'AFD, des fautes d'orthographe ont été signalées et corrigées séance tenante.

Le procès-verbal de la réunion du 28/04/99 est adopté à l'unanimité après les corrections apportées séance tenante.

## **POINT 2 : DÉCISION SUR LES PERSPECTIVES DU PROJET**

**Président:**

Je donne la parole aux différents partenaires pour faire des propositions quant aux perspectives du Projet au regard de la situation actuelle.

**CNCA**

Nous nous sommes quittés la dernière fois sur un constat : la cessation de paiement du PPPCR caractérisée par : des pertes cumulées sur plusieurs exercices pour plus de 160 millions CFA; des fonds villageois gelés pour 65 millions et une dette envers la CNCA de 175 millions CFA. A ce niveau, les perspectives d'institutionnalisation telles qu'envisagées antérieurement ne sont plus évidentes. Il y a lieu de trouver une alternative de sortie honorable à la crise.

Il faut évaluer les conséquences d'une liquidation pour toutes les parties prenantes au projet, se prononcer de manière définitive et assumer les responsabilités.

Pour ma part, j'estime que nous ne pouvons pas éviter la liquidation car le fonctionnement du PPPCR coûte 25 millions par mois et les activités ont été suspendues depuis décembre 1998. La liquidation me paraît être une sortie honorable à la crise et il faut rechercher les conditions de sa mise en œuvre.

**CIRAD**

La situation actuelle du PPPCR peut être qualifiée de catastrophique. Les préoccupations du CIRAD portent sur les conditions de cessation des activités du projet (restitution des fonds villageois, indemnisation du personnel, etc.). Il est nécessaire d'appuyer l'équipe actuellement en place pour lui permettre de mener à bien cette opération.

Le CIRAD est également prêt à s'investir dans une étude sur l'impact de l'expérience PPPCR sur l'évolution de la micro finance au Burkina.

**Sahel Action**

Au dernier CP, Sahel Action a souhaité un report de toute décision pour mieux analyser la situation et mesurer les conséquences d'une poursuite ou d'un arrêt des activités. Tout le monde est d'avis que le problème de base est lié à des difficultés de gestion et d'incompréhension, le concept et la méthodologie de la distribution de petit crédit ne sont pas à remettre en cause.

Si l'alternative d'une poursuite des activités sous une forme ou une autre (recentrage des activités sur quelques antennes par exemple) n'est pas possible, il faudra étudier à fond les questions suivantes :

- la restitution des fonds villageois;

- la gestion du personnel (dossiers pendants en justice, les droits, ...);
- la gestion des encours restants sur le terrain (il faut éviter un arrêt brutal);
- le traitement des différents emprunts (Emprunt d'Etat, emprunt CNCA);

#### AFD

Pendant plus d'une année et demi, les différents partenaires du Projet ont tenté de trouver des solutions pour sortir de la crise. Mais, en l'absence de perspectives financières crédibles et face à l'impasse institutionnelle, il semble difficile de poursuivre. Je pense qu'il serait plus sage d'arrêter l'hémorragie.

Je demande au Directeur du PPPCR de nous faire une proposition de liquidation dans les meilleures conditions (cession des actifs, recouvrements, etc.). Quant à l'emprunt CNCA, c'est à l'issue de la liquidation définitive de la structure que le point peut être fait sur le reliquat de la dette situation, puis un traitement proposé.

En tout état de cause, il me semble préférable d'éviter tout accroc entre les différentes parties prenantes dans le processus de liquidation.

#### Président

Pour ma part, je voudrais au préalable demander au CIRAD de nous donner de plus amples informations sur l'étude d'impact du PPPCR qu'il compte mener. Quel est le mode de financement de cette étude?

#### CIRAD

L'étude sur l'impact du PPPCR dans le secteur de la micro finance au Burkina est une contribution du CIRAD à une capitalisation de l'expérience PPPCR. Elle ne pourra toutefois s'effectuer que si les partenaires présents marquent leur accord dans ce sens.

#### Président

A l'issue de ce tour de table, je constate qu'il n'y a que Sahel Action qui propose la poursuite des activités à la condition qu'un accompagnement financier soit acquis. L'AFD estime qu'il faut arrêter l'hémorragie. Elle est prête à prendre en charge les indemnités de licenciement.

Si le principe de la liquidation est adopté, l'information doit être portée aux autorités de tutelle et il conviendra de mettre sur pied une structure de gestion de l'après Projet.

#### Sahel Action

Notre préoccupation réside dans la mise en place de dispositions transitoires (recouvrement des créances, information sur l'arrêt des activités, etc.). Il faut éviter tout grippage dans gestion de l'après Projet.

#### Président

Je pense qu'avant toute discussion sur les modalités pratiques de l'arrêt des activités, il faut décider de la conduite à tenir (liquidation ou poursuite des activités). Il s'agit de trouver un consensus sur cette question, ensuite nous pourrions discuter des mesures transitoires.

#### Sahel Action

De l'avis général, il ressort que la situation actuelle du Projet n'encourage pas la poursuite des activités. Il faut reconnaître le fait accompli et procéder à la liquidation du PPPCR.

#### Président

Nous éprouvons tous un pincement au cœur face à cette grave décision qui porte un préjudice grave aux bénéficiaires de crédits PPPCR et au personnel du Projet. Toutefois, si le PPPCR est une expérience qui s'achève, il n'est pas exclu qu'une autre expérience soit tentée. Il suffit de trouver une solution convenable. A ce niveau, l'étude du CIRAD peut être un apport appréciable.



## Sahel Action

Nous souhaitons que l'étude que le CIRAD mènera soit fidèle et se fasse en toute objectivité. Le CIRAD devra éviter tout subjectivisme et situer clairement la part de responsabilités de chaque partenaire dans cet échec.

## CIRAD

Je prends bonne note du souhait de Sahel Action. Le CIRAD veillera à mener son analyse en toute objectivité.

## Président

A cette étape des discussions, les conclusions intermédiaires suivantes peuvent être tirées :

- a) tous les membres du CP conviennent que la meilleure solution dans la situation actuelle est l'arrêt des activités;
- b) il faut mettre en place des modalités pratiques pour la liquidation.

Je rappelle également que le PPPCR a signé une convention cadre qui le lie au Ministère des Finances. Entre autres dispositions, cette convention prévoit en cas de liquidation le respect d'un préavis de trois mois (art. 9); la sécurisation des dépôts (fonds villageois); la gestion de l'encours restant dû par les bénéficiaires, etc. Le ministère de tutelle sera avisé très rapidement des décisions prises par le Conseil de Projet.

## CNCA

Je propose que le CP donne mandat au Directeur du PPPCR pour faire des propositions de liquidation dans un délai très bref.

## AFD

Le Directeur du Projet est-il en mesure de faire des propositions de ce type aujourd'hui même?

## Président

Je donne la parole au Directeur pour qu'il nous communique un planning d'exécution de la liquidation.

## Le Directeur

Je peux répondre en grande partie aux préoccupations des membres du Conseil de Projet. Le plan de liquidation que je propose s'appuie sur un budget de trésorerie et un bilan prévisionnel (cf. document joint).

### *1) Le budget de trésorerie*

Les grands postes de ce budget sont : les recouvrements de crédits, les subventions de l'AFD, les cessions d'immobilisations, les coûts de fonctionnement et les restitutions des fonds villageois.

Le niveau des recouvrements entre mai et juin est tributaire de l'effet d'annonce et du respect de nos engagements quant aux restitutions des FV. A partir de juillet, une structure très légère de 3 à 4 personnes devra être maintenue. Elle s'attellera aux recouvrements des créances saines des antennes de Zorgho, Tenkodogo et Tanghin Dassouri (notamment des crédits céréales dont les dernières échéances se situent en septembre). Des compensations par les fonds de garantie sur les dernières échéances permettront d'éviter des mouvements de trésorerie.

Les subventions AFD sont relatives aux indemnités de licenciement et aux honoraires de l'assistance technique et de la dernière mission d'audit.

Pour les cessions d'immobilisations, il peut être envisagé d'avoir recours aux services du cabinet SAWADO, tout au plus pour les immobilisations qui ne seront pas vendues au 30/06/99.

Les produits financiers du DAT concernent l'emprunt d'Etat mis en dépôt à la CNCA.

Les décaissements sont relatifs aux indemnités de licenciement, aux remboursements des FV, aux engagements pour fonctionnement jusqu'à fin juin et aux frais financiers à honorer (emprunts d'Etat et CNCA).

## 2) Le bilan prévisionnel

A fin juin, le portefeuille de créances nettes restant à recouvrer sera d'environ 5 millions et il restera environ 30 millions d'immobilisations à réaliser. ...

Le calendrier de réalisation prévoit un besoin de financement immédiat de 30 millions CFA pour le fonctionnement et 40 millions pour les licenciements. Le départ effectif du personnel se fera en trois étapes : licenciement de 50% du personnel au 15 mai, 30% au 30 mai et 20% au 30/06. A partir du 30 juin, une structure très légère (entre 3 à 4 personnes) sera chargée du recouvrement du reste des créances jusqu'à fin septembre.

### Sahel Action

Le Directeur du PPPCR a proposé un plan acceptable. Cependant, il convient de débattre du traitement des contentieux en cours.

### Le Directeur

Le suivi des contentieux nécessite un minimum de moyens. Une provision de 200 000 CFA par dossier a été constituée auprès du cabinet conseil du Projet. Il n'est toutefois pas exclu que des frais additionnels viennent se greffer à ces provisions. Par ailleurs, une consignation de 1 million CFA doit être déposée au parquet de Ouahigouya suite à la plainte de Sahel Action contre les agents de crédit indélécats.

### Sahel Action

Quel est l'avis des autres partenaires du projet quant à la poursuite de ces dossiers?

### Président

Il ne faut pas laisser subsister un sentiment d'impunité. Les poursuites doivent être menées à terme pour servir de leçon. Il faudra examiner si la liquidation pourra générer des ressources suffisantes pour faire face aux frais additionnels éventuels. Un nouveau contrat peut être négocié dans lequel le cabinet serait désintéressé au prorata des sommes recouvrées.

En ce qui concerne le problème des créances compromises, le ministère prendra ses responsabilités si le Projet ne trouve pas un traitement adéquat.

### Directeur

Pour la cession de certains biens (matériel de transport), nous aurons besoin de la signature du Président de Sahel Action.

### AFD

Sahel Action pourrait peut être établir une procuration globale?

### Sahel Action

D'accord. Que le Directeur nous adresse une correspondance dans ce sens avec la liste des éléments concernés.

### CNCA

Conformément au plan de liquidation du Directeur, je propose qu'un compte rendu mensuel s'effectue. Cela permettra d'évaluer le niveau de réalisation des opérations et l'application de mesures correctives de parcours. La plupart des dossiers doivent être menés en étroite collaboration avec le Président du Conseil.



**Sahel Action**

Nous demandons à être également impliqué dans la conduite de la liquidation car nous serons interpellés pour le traitement de plusieurs dossiers en suspens.

**AFD**

En ce qui concerne le besoin en financement de 70 millions CFA pour début mai, la convention ne prévoit pas d'avance mais une formule intermédiaire peut être trouvée.

**Sahel Action.**

Qu'en est-il du traitement des archives? La CNCA peut-elle s'occuper de ce dossier?

**Président**

Les archives devront être mises en sécurité dans des caisses étanches. Sahel Action semble le mieux indiqué pour la conservation des archives du PPPCR.

La décision de liquidation est douloureuse mais c'est un moindre mal. Elle préserve les intérêts des partenaires et des bénéficiaires. Je souhaite que nous restions tous solidaires dans l'exécution de l'après Projet. Il sera toujours temps d'envisager la mise sur pied d'autres projets de micro crédit.

**AFD**

Par rapport à la lettre de mission initiale du Directeur du Projet, il y a lieu d'ajouter de nouvelles attributions sous réserve de son acceptation par le ministère de tutelle.

**Président**

Que le Directeur propose ce document dès demain. Cette proposition sera ventilée auprès des différents partenaires avec un délai de réponse très bref.

Passons maintenant à l'examen du dernier point de l'ordre du jour.

**POINT 3 : DIVERS****Président**

J'invite ceux qui ont des sous points à inscrire en divers à le faire.  
(Aucun point de divers n'a été recueilli).

Je remercie tous les partenaires pour leur pertinence et leur disponibilité lors des débats. Nous souhaitons arrêter les activités du PPPCR dans les meilleures conditions. Une expérience prend fin. Elle peut servir de leçons dans le domaine de la micro finance. Je demande à toutes les parties prenantes de demeurer disponibles pour l'après Projet afin que la liquidation du projet puisse se mener au mieux possible.

Les trois (3) points inscrits à l'ordre du jour étant épuisés la séance a été levée à 11h30 mn.

**Le Président du Conseil**

**Le Rapporteur**

**K Célestin ZALLÉ**

**Pascal DAOUST**

Sahel Action

**PROJET DE PROMOTION  
DU PETIT CREDIT RURAL**

Ouagadougou, le 6 Mai 1999

01 BP 1774 Ouagadougou 01

TEL. : 31-60-53

FAX : 31-60-54

*Le Président du Conseil de Projet du  
PPPCR*

**A**

**Monsieur le Ministre de  
l'Economie et des Finances  
Ouagadougou**

N/Réf. : PD/MD/00190/99

**Objet : Dénonciation de la Convention  
N°C-1398 00 109/MEF/SG/DGTCP/DAMOF**

Monsieur le Ministre,

Conformément à l'article 9 de la convention ci-dessus référencée, régissant les activités de collecte d'épargne et d'octroi de crédit de Projet de Promotion du Petit Crédit Rural (PPPCR), j'ai le regret de vous informer de la décision, prise à l'unanimité des 5 membres du Conseil de Projet du PPCR en sa réunion du 5 Mai 1999 de cesser ses activités et de procéder à la liquidation du Projet en respectant nos obligations prévues dans ladite convention.

Cette décision était malheureusement pressentie, et c'est pourquoi je vous ai adressé un mémorandum sur l'évolution du PPPCR dès le 15 Avril 1999.

Les principales raisons qui ont amené tous les partenaires du Projet, l'Agence Française de Développement (AFD), la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA), SAHEL ACTION, et le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), à cette décision sont :

1. Les déficits cumulés à combler au 31/12/98 (environ 159 millions), résultant des impayés des exercices 1996 & 97, rendent difficile la poursuite des activités,



2. La situation d'état de cessation de paiement du PPPCR confirmée par le rapport d'audit international du Cabinet ERNST & YOUNG,
3. L'absence de perspective institutionnelle à court et moyen terme,
4. L'absence de perspective d'équilibre financier crédible.

Si vous n'avez pas d'objection, le Conseil de Projet a proposé de donner mandat au Directeur actuel pour mener à bien toutes les opérations liées à la liquidation du Projet. Il s'agit notamment de :

- La restitution des fonds de garantie aux clients,
- La mise en place d'une organisation pour le recouvrement des créances jusqu'au 30 septembre 1999,
- La réalisation des immobilisations,
- Les résiliations, avec respect des préavis, des différents contrats (loyers, assurances, etc.),
- Procéder au licenciement du personnel en respectant la législation et les instructions de l'Inspection du travail selon un calendrier qui n'entrave pas les actions restant à mener.

Tous les partenaires, et particulièrement l'AFD pour la partie financière, vous assurent de leur concours et de leur volonté pour aboutir à une fin honorable du PPPCR.

Enfin, l'AFD a réitéré, lors du dernier conseil, sa disponibilité pour apporter sa contribution au développement de la micro-finance au Burkina et à poursuivre les discussions avec les partenaires sur des alternatives crédibles.

Je vous tiendrais régulièrement informé de l'évolution de ce dossier.

En vous remerciant pour votre compréhension et votre soutien,

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en l'assurance de ma très haute considération.

Président du Conseil de Projet



**COLENTIN K. ZALLE**

**ANNEXE 3 : Convention de coopération entre le CIRAD et l'Université de Bobo Dioulasso**

Burkina Faso

-----

Université Polytechnique de Bobo-  
Dioulasso (U.P.B.)

République Française

-----

Centre de Coopération Internationale en  
Recherche Agronomique pour le  
Développement

## ***CONVENTION DE COOPERATION***

**ENTRE**

**L'UNIVERSITE POLYTECHNIQUE DE BOBO-DIOULASSO**

**ET**

**LE CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE  
AGRONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT**

## PREAMBULE

Vu l'accord de coopération en matière de recherche scientifique et technique signé le 4 février 1986 entre le Burkina Faso et la République Française ;

Considérant le décret n°97-254/PRES/PM/MESSRS du 23/05/1997 portant création et organisation de l'Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso, ci-après désignée **l'UPB** ;

Considérant le décret n°84-429 du 5 juin 1985 portant création et organisation du Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement, ci-après désigné le **CIRAD** :

Considérant que l'Université a pour mission de :

- dispenser l'enseignement supérieur
- former des cadres supérieurs,
- contribuer à la recherche scientifique, technique et technologique,
- contribuer à la formation continue et au perfectionnement des cadres scientifiques,
- contribuer à la vulgarisation des résultats scientifiques, techniques et technologiques ;

Considérant que la mission du CIRAD est de contribuer à la recherche, au développement et à la formation dans le domaine de la recherche agronomique en région chaude ;

Conscients de la nécessité pour ces deux institutions de valoriser leurs travaux et de leur intérêt de renforcer leur coopération en formalisant leur cadre de collaboration sous forme de partenariat ;

L'Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso, représentée par son Recteur, Monsieur le Professeur Moussa OUATTARA ;

d'une part ;

et le CIRAD, établissement public industriel et commercial (EPIC), dont le siège est au 42 rue Scheffer, 75116 Paris (France), représenté par son Directeur Général, Monsieur Bernard BACHELIER ;

d'autre part,

et après approbation des autorités de tutelle des deux institutions, sont convenus de ce qui suit :



## **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

La présente convention définit les modalités pratiques de coopération entre ces deux institutions, seules ou avec la participation d'autres organismes, dans un cadre régulier de concertation et d'information réciproque et de suivi des activités de recherche.

Elle fixe les conditions de l'une et l'autre partie, ainsi que la répartition des droits et obligations qui en découlent, notamment en ce qui concerne la promotion, le suivi et l'évaluation des activités de formation, de recherche, de documentation et d'information scientifique et technique, de valorisation de résultats au service du développement, menées en partenariat.

## **Article 2 : Formes et domaines de coopération**

### **2.1. : Les contrats-programmes**

La coopération entre les deux parties se réalise sur la base de contrats-programmes annuels ou pluriannuels. Au cas par cas et en fonction de la nature des activités à mettre en œuvre, ces contrats spécifiques font référence à la présente convention et précisent les objectifs et les modalités du partenariat.

### **2. 2. : Nature des programmes**

Le choix et la définition des programmes tiennent compte :

- des programmations scientifiques de l'UPB et du CIRAD,
- de la politique de développement rural de la région,
- des dispositifs régionaux et internationaux concernés et notamment des objectifs de la CORAF (Conférence des Responsables de Recherche Agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre) et des actions de ses réseaux.

### **2.3. : Domaines de coopération**

Les programmes conduits dans le cadre de la présente convention relèvent des domaines suivants :

- ▣ la formation des ingénieurs de l'Institut du Développement Rural (IDR) ;

- ☞ la formation continue ;
- ☞ les missions d'enseignement et de recherche ;
- ☞ la conduite en commun de programmes de recherche scientifique ;
- ☞ les réalisations expérimentales menées dans le cadre de ces travaux ;
- ☞ l'échange ou le détachement de personnel scientifique et technique pour la mise en œuvre de programmes conjoints et l'accueil de stagiaires ;
- ☞ l'appui aux chercheurs participant à ces activités ;
- ☞ la formation de personnels
- ☞ l'échange de documentations pédagogiques et scientifiques et d'informations scientifiques et techniques ;
- ☞ les publications communes ;
- ☞ l'organisation de colloques, congrès, symposium, séminaires ou autres manifestations scientifiques
- ☞ l'appui à la formation doctorante en science agricole

#### **2.4. : Formes des programmes**

Les programmes menés en coopération sont définis par des contrats spécifiques passés entre les différents laboratoires, équipes de recherche ou départements des deux institutions, sous forme d'avenants à la présente convention.

Ces avenants précisent :

- ☞ l'objet des activités communes et le lieu de leur exécution ;
- ☞ le contenu scientifique des activités ;
- ☞ les méthodologies et les techniques mises en œuvre ;
- ☞ les objectifs, les buts, les résultats attendus et les droits de propriété intellectuelle ;
- ☞ les responsabilités incombant à chaque signataire ;
- ☞ les coopérations scientifiques avec d'éventuels partenaires tiers ;
- ☞ les modalités d'exécution et les règles de suivi des opérations ;
- ☞ les missions d'appui, d'études, d'enseignement et de recherche ;
- ☞ les profils des personnels affectés à temps plein ou à temps partiel ;
- ☞ les bourses de formations requises ;
- ☞ les moyens matériels, les équipements et les moyens financiers ;
- ☞ les échéances et la durée du contrat ;
- ☞ les clauses particulières.



## **2.5. : Instance mixte de concertation**

Les activités de coopération sont conduites sous le contrôle d'une instance mixte de concertation, qui se réunit tous les deux ans, ou plus fréquemment si les parties le jugent nécessaire.

L'instance mixte de concertation est en particulier chargée :

- d'arrêter les programmes et d'élaborer les contrats correspondants,
- d'arrêter les budgets afférents à ces programmes,
- de s'assurer du suivi de l'exécution des programmes dans le cadre de ces contrats, de coordonner les évaluations, d'examiner les rapports d'exécution et de décider des réorientations éventuellement nécessaires.

Elle est composée paritairement de représentants des deux organismes et notamment du côté Université :

Du Recteur ou de son représentant

Du Directeur de l'IDR

Du Coordonnateur

Des Responsables scientifiques des programmes concernés.

D'autre part du côté CIRAD :

Du Directeur général ou de son représentant,

Du Directeur scientifique ou de son représentant,

Du délégué géographique,

Du représentant du CIRAD au Burkina

Chacune des parties peut appeler en consultation, en cas de besoin, tout expert qualifié pour traiter de problèmes particuliers.

## **Article 3 : Contribution des deux institutions contractantes**

**3.1.** Les deux institutions, d'une manière générale et selon les engagements prévus aux contrats spécifiques :

- prennent en charge les salaires et charges de leurs propres personnels en missions ou affectés aux programmes, lorsque ceux-ci ne sont pas pris en charge par des financements extérieurs ;

- veillent à assurer la continuité de la présence de leur personnel et à pourvoir à leur remplacement dans des conditions propres à garantir le bon déroulement des programmes ;
- contribuent financièrement au fonctionnement et aux investissements des programmes, tant à partir de leurs moyens propres, qu'à partir de conventions portant partiellement ou totalement sur les programmes ;
- assurent, conformément à leurs propres règles, la gestion des moyens de fonctionnement ou d'investissement qu'elles affectent aux programmes dans le cadre des contrats spécifiques.

**3.2.** L'Université met à la disposition des programmes : le personnel, les infrastructures, les stations, les laboratoires et les bureaux.

**3.3.** Le CIRAD assure, dans le cadre des contrats spécifiques et dans la limite des moyens financiers et humains prévus, l'appui logistique et scientifique, en particulier lors des missions d'enseignement ou d'appui, tant au niveau de la conception, de l'exécution ou du suivi scientifique que de l'évaluation et de l'exploitation des résultats.

#### **Article 4 : Responsabilités des parties contractantes**

##### **4.1. Les personnels**

Chacune des institutions signataires s'engage à se conformer aux lois et réglementations, et ce compris en matière d'assurances, de l'Etat dans lequel s'exécutent les contrats et à faire respecter celles-ci par ses propres agents dans le pays où ils sont amenés à intervenir.

Chacune assiste ses partenaires étrangers dans la connaissance et la mise en pratique des lois et réglementations propres à son Etat d'appartenance.

Les missions et les affectations sont soumises à l'agrément du pays hôte par le canal de l'institution partenaire.

Chaque institution fait son affaire selon sa réglementation des soldes, accessoires de solde et frais de logements de ses personnels affectés à des opérations conduites en application de la présente convention ; elle souscrit les assurances : maladie, accidents du travail, invalidité, décès, rapatriement sanitaire et responsabilité civile, conformément à sa propre réglementation.



Elle règle les frais de transport international, jusqu'au lieu de travail de ses agents, éventuellement de leur famille et de leurs bagages, lorsque ceux-ci ne sont pas pris en charge par des financements extérieurs.

Tous les agents sont soumis pendant la durée de leur affectation aux règles générales de discipline applicables dans l'institution-hôte.

#### **4.2. Equipements et matériels**

L'importation du matériel nécessaire aux activités scientifiques relevant de la présente convention s'effectue dans le respect de la réglementation des pays d'accueil et des accords franco-burkinabè en vigueur. Lorsque l'institution hôte reçoit ces matériels, elle accomplit toutes les opérations de réception, de dédouanement, d'emballage et de transport jusqu'au lieu de destination.

Lorsqu'il s'agit de matériel biologique, les conditions d'importation ou d'exportation nécessaires à l'exécution des programmes de recherche sont définies d'accord-partie au cas par cas. Les institutions concernées facilitent la circulation de ces matériels biologiques, dans le cadre de leurs législations respectives, en particulier en ce qui concerne la réglementation sanitaire et le respect des règles de multiplication de ces matériels.

#### **4.3. Gestion des équipements**

Les équipements et matériels scientifiques de toutes sortes, propriétés de l'une des parties, mis à la disposition des contrats-programme, restent sa propriété.

Les équipements et matériels scientifiques acquis à l'occasion des contrats-programme sont la propriété de l'institution hôte qui en aura réalisé l'acquisition.

L'institution hôte a la responsabilité de tous les équipements et infrastructures mis à disposition des chercheurs, elle veille au bon usage des matériels et équipements et communique aux agents qu'elle reçoit les consignes de sécurité nécessaires à leur bonne utilisation. Elle en assure les charges de maintenance et d'entretien dans les conditions normales d'utilisation.

## **Article 5 : Coopération en matière de formation**

- 5.1.** Les deux institutions reconnaissent que la formation et le perfectionnement des personnels ont une importance primordiale. En matière de formation, les prestations intéressent principalement toutes les catégories de personnels, enseignants-chercheurs, techniciens et autres personnels pour lesquels une nécessité de formation aura été reconnue d'accord-parties. Ces actions de formation accorderont une priorité aux programmes de recherche menés dans le cadre de cette convention. Les institutions signataires s'engagent à accueillir en stage dans leurs laboratoires, dans la mesure de leurs possibilités, les personnels de l'autre partie ou parrainés par elles et dans la mesure où leur séjour est pris en charge au titre d'une bourse ou de financement de projet.
- 5.2.** Chaque institution qui accueille un chercheur en formation lui fournit les moyens de travail nécessaires, sur le terrain, dans les laboratoires et autres locaux, dans les mêmes conditions que ceux dont dispose son propre personnel scientifique. Ceci inclut le personnel technique, les équipements scientifiques et techniques, les transports sur le terrain, les dépenses de fonctionnement. Les deux institutions pourront mobiliser des financements extérieurs pour accroître les actions de formation au delà de leurs moyens propres.

## **Article 6 : Coopération en matière d'information scientifique et technique, d'information et de communications**

Les institutions signataires s'engagent dans le cadre de leurs contrats de recherche :

- à collaborer à l'organisation et à l'animation de séminaires , ateliers , colloques, congrès, symposium ou autres manifestations scientifiques ;
- à coopérer à la mise en place et à la coordination de bases de données bibliographiques ;
- à échanger et à assurer la diffusion de toute documentation pédagogique et scientifique ;
- à assurer une totale transparence de l'information, à prendre notamment toute initiative susceptible de faire connaître les résultats de la recherche à la communauté scientifique nationale et internationale et aux acteurs du développement ;



- à communiquer entre elles, lors d'un détachement ou de mise à disposition d'un scientifique, toutes informations bibliographiques et professionnelles utiles avant qu'une décision finale ne soit prise quant au détachement, l'institution d'accueil se réservant le droit d'accepter ou non le candidat proposé ;

- initier et à poursuivre le renforcement de la collaboration entre les deux institutions dans les domaines de l'informatique, des télécommunications et de la communication, à l'échelon national et régional.

#### **Article 7 : Durée – Révision – Dénonciation**

La présente convention entrera en vigueur à la date de la signature par les contractants sous réserve de l'approbation des autorités de tutelle. Elle est conclue pour une période de cinq (5) ans renouvelable par tacite reconduction. Elle pourra être dénoncée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de 6 mois après examen des actions en cours. Toutefois les programmes en cours au moment du préavis sont, sauf cas de force majeure, menés jusqu'à leur terme.

#### **Article 8 : Différends**

Tout différend relatif à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention est soumis à l'instance mixte de concertation mentionnée à l'article 2 de cette convention. En cas de désaccord persistant, le différent sera porté devant un collège de trois arbitres, dont l'un sera désigné par l'institution burkinabè, le second par l'institution française, le troisième étant choisi par les deux premiers arbitres.

**Fait à Bobo-Dioulasso le**

**Pour le CIRAD,  
le Directeur Général**

**Pour l'UPB,  
le Recteur**

**Bernard Bachelier**

**Pr Moussa OUATTARA**